



CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE

PREAMBULE

Par contrat n°06 069 00 01.18, en date du 8 mars 2018, la commune de Grasse a délégué son service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage à l'entreprise EURL A.A.06 pour une durée de 5 ans à compter du 13 mars 2018.

Ce contrat arrivant à échéance le 13 mars 2023, la commune de Grasse a lancé une procédure conformément aux dispositions du Code de la commande publique et des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales afin de désigner un nouveau concessionnaire du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage.

A l'issue de la procédure, aucune candidature satisfaisante n'a été reçue par la Commune. Celle-ci a ainsi pris la décision de mettre en place une nouvelle procédure de sélection d'un concessionnaire du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage.

Dans l'attente de la fin de la nouvelle procédure, la Commune a pris la décision de conclure un contrat temporaire de concession de service public jusqu'au 30 septembre 2023.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE PREMIER : OBJET

Le présent contrat a pour objet de fixer les modalités d'exécution du contrat temporaire de concession du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage entre la commune de Grasse et la société A.A.06.

L'article L.2122-1 du Code de la commande publique prévoit la possibilité pour un acheteur de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque en raison notamment de l'existence d'une première procédure infructueuse, le respect d'une telle procédure est contraire aux intérêts de l'acheteur et à un motif d'intérêt général.

En l'espèce, la signature de ce contrat est un motif d'intérêt général. En effet, il est nécessaire pour la Commune de disposer d'un concessionnaire du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage le temps de l'aboutissement d'une nouvelle procédure de sélection.

ARTICLE 2 : CONCESSIONNAIRE

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

☐ agissant pour mon propre compte¹ ;

- après avoir rempli la fiche d'identification du candidat ci-annexée,
- après avoir pris connaissance du cahier des charges et des documents qui y sont mentionnés,
- et après avoir fourni les pièces prévues en annexe du règlement de la consultation,

Je m'**ENGAGE** sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par les dispositions du présent contrat, à exécuter personnellement les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

ARTICLE 3 : DUREE

Le présent contrat de concession de service public est conclu à compter du 4 avril 2023, et jusqu'au 30 septembre 2023, et est non renouvelable.

ARTICLE 4 : CLAUSE FINANCIERE

4.1 : TARIFS APPLIQUES PAR LE CONCESSIONNAIRE

Les montants maxima sont fixés par arrêté du 4 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

FRAIS DE FOURRIERE : IMMOBILISATION MATERIELLE (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	7,60	7,60	0
PL 19t PTAC 7,5t	7,60	7,60	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	7,60	7,60	0
Voitures particulières	7,60	7,60	0
Autres véhicules immatriculés	7,60	7,60	0
Cyclomoteurs > 25 km/h	7,60	7,60	0

FRAIS DE FOURRIERE : OPERATIONS PREALABLES (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	22,90	22,90	0
PL 19t PTAC 7,5t	22,90	22,90	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	22,90	22,90	0
Voitures particulières	15,20	15,20	0
Autres véhicules immatriculés	7,60	7,60	0
Cyclomoteurs > 25 km/h	7,60	7,60	0

FRAIS DE FOURRIERE : ENLEVEMENT (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	274,40	274,40	274,40
PL 19t PTAC 7,5t	213,40	213,40	213,40
PL 7,5t PTAC 3,5t	122,00	122,00	122,00
Voitures particulières	121,27	121,27	121,27
Autres véhicules immatriculés	45,70	45,70	45,70
Cyclomoteurs > 25 km/h	45,70	45,70	45,70

FRAIS DE FOURRIERE : GARDE JOURNALIERE (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	9,20	9,20	0
PL 19t PTAC 7,5t	9,20	9,20	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	9,20	9,20	0
Voitures particulières	6,42	6,42	0
Autres véhicules immatriculés	3,00	3,00	0
Cyclomoteurs > 25 km/h	3,00	3,00	0

FRAIS DE FOURRIERE : MISE EN VENTE (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	120	120	0
PL 19t PTAC 7,5t	120	120	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	120	120	0
Voitures particulières	100	100	0
Autres véhicules immatriculés	50	50	0
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	50	50	0

4.2 : REMUNERATION

S'agissant d'un contrat de concession de service public, le concessionnaire réclamera aux propriétaires des véhicules mis en fourrière, le paiement des frais d'enlèvement et de garde conformément au prix fixé dans le contrat de la présente concession.

En cas de déplacement justifié par nécessité urgente et hors faute du propriétaire du véhicule, les frais seront supportés par la Ville de Grasse qui en demandera, éventuellement, le remboursement à qui de droit. Les tarifs appliqués seront les tarifs fixés dans le contrat.

Dans le cas où le véhicule est remis au service des Domaines en vue de son aliénation, celui-ci règlera le concessionnaire. Si le produit de la vente est inférieur, le propriétaire ou ses ayants droits restent débiteurs de la différence : celle-ci est recouvrée à l'initiative de l'administration par le receveur des impôts compétent. Si le produit de la vente est supérieur, il sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations. Le produit de la vente est conservé durant deux ans pour le propriétaire du véhicule ou ses ayants-droits.

Dans le cas où le propriétaire du véhicule est inconnu, introuvable ou insolvable et pour les véhicules non identifiables par les services de la police nationale, ou n'est pas venu régler les frais de fourrière, une indemnité conforme au tarif fixé dans le contrat de la présente délégation par véhicule, sera versée par la Ville de Grasse au concessionnaire.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION

5.1 : LIMITE TERRITORIALE ET NATURE DES VEHICULES

La mission de service public déléguée est applicable sur toute l'étendue du territoire de la commune de Grasse, quel que soit le lieu où il se trouve, qu'il soit ouvert ou fermé, privé ou public.

Tout type de véhicule peut être déplacé, enlevé ou gardé en fourrière. La liste des véhicules concernée est détaillée en dessous. Sont notamment visés par le présent cahier des charges :

- les véhicules de transport de marchandises (camionnettes, camions, remorques, semi-remorques)
- les véhicules de transport en commun de personnes (cars)
- les véhicules particuliers (voitures légères, breaks, 4x4...)
- les remorques de camping et autres,
- les motocyclettes avec ou sans side-car,
- les vélomoteurs et scooters,
- les matériels de chantier de travaux publics et autres à l'exception du gros matériel impliquant un démontage (ex : grue)

NOTA BENE : les véhicules concernés sont généralement inférieurs à 7,5 tonnes. Au-delà, le concessionnaire pourra faire appel à un sous-traitant agréé pour l'enlèvement de ce type de véhicules et sous son entière responsabilité.

5.2 : OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire est chargée de :

- fournir les terrains et locaux nécessaires au fonctionnement de la fourrière.
- l'administration de la fourrière,
- fournir à l'administration municipale le matériel et les conducteurs nécessaires à l'enlèvement et à la mise en fourrière des véhicules ; le concessionnaire s'engage à mettre à disposition de la Ville de Grasse, un véhicule avec chauffeur 24 heures/24 et 7 jours/7.
- garder les véhicules mis en fourrière à ses risques et périls,
- remettre les véhicules, après mainlevée, aux propriétaires ou à leurs représentants, aux heures ouvrées de bureau,
- remettre sur ordre du de Monsieur le Maire et après mainlevée prononcée par l'officier de police judiciaire les véhicules au service des Domaines. Dans le cas où ce dernier lui en confie la garde, remettre les véhicules aux nouveaux propriétaires sur instruction de ce service,

- remettre le véhicule pour lequel une décision de destruction a été prise à l'entreprise de démolition désignée par l'administration après mainlevée prononcée à cette fin par l'officier de police judiciaire qui a prononcé la mise en fourrière en échange d'un bon d'enlèvement.

Le traitement des véhicules est le même que ce soit sur le domaine public ou sur le domaine privé, y compris dans les copropriétés, les parkings, qu'ils soient couverts ou ouverts. La Police Municipale est l'autorité compétente en matière de fourrière.

Le concessionnaire devra fournir à l'administration municipale la liste des véhicules faisant l'objet de chaque remise aux Domaines pour aliénation.

Le concessionnaire devra, tous les mois, fournir un état par catégorie d'infraction, des véhicules entrés en fourrière.

5.2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

L'administration s'engage à désigner et réserver, sur le territoire de la commune de Grasse, à la seule entreprise contractante, toutes opérations d'enlèvement de véhicules et de mise en fourrière dans les conditions prévues par le Code de la Route, à moins que le propriétaire du véhicule n'ait demandé à le faire retirer de la fourrière par un réparateur de son choix.

La destruction des véhicules ne pourra en aucun cas être exercée par le gardien de la fourrière

L'administration désignera au concessionnaire, l'entreprise de démolition des véhicules située sur le territoire de la commune. Néanmoins, le concessionnaire reste libre de faire appel à l'entreprise de démolition de son choix.

5.3 : INSTALLATIONS

Le concessionnaire existante et expérimentée avec un bail commercial met à la disposition de l'administration les installations nécessaires en vue du stockage des véhicules mis en fourrière, de ceux remis au service du Domaine et de ceux remis à l'entreprise de démolition désignée par l'administration en vue de leur destruction.

Le terrain destiné à la mise en fourrière doit présenter une aire clôturée de capacité suffisante pour accueillir l'ensemble des véhicules ayant fait l'objet d'une mise en fourrière. Ce terrain doit être situé sur le territoire de la commune ou sur une commune limitrophe et être bien desservi par les transports en commun afin de permettre aux propriétaires de pouvoir récupérer leurs véhicules le plus aisément possible.

Le sol de cette aire doit être bitumé ou bétonné. Elle devra être gardée jour et nuit. Elle comportera obligatoirement, comme installations fixes, une loge de gardien ainsi qu'un bureau minimum et des locaux sanitaires. Le concessionnaire a la charge du nettoyage journalier et du parfait entretien des installations et locaux et plus généralement, le concessionnaire veillera à la qualité des conditions d'utilisation.

Au cas où ces travaux ne seraient pas effectués dans un délai de quinze jours, l'administration pourra, sur simple injonction, les faire exécuter aux frais du concessionnaire.

Le concessionnaire devra mettre à disposition un local administratif sur le site avec un Secrétariat pour la restitution des véhicules en horaires de journée, l'enregistrement et les différentes tâches administratives de la fourrière.

5.4 : VEHICULES D'ENLEVEMENT OU DE DEPLACEMENT

Pour les enlèvements et les déplacements, le concessionnaire a l'obligation de mettre à disposition de la Ville de Grasse, un véhicule d'enlèvement avec chauffeur, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an. Afin de permettre une plus grande rapidité des interventions de nuit et jours fériés les chauffeurs devront être domiciliés sur la commune ou sur une commune limitrophe.

De plus, il doit pourvoir à l'enlèvement des véhicules stationnés dans le Centre Historique avec du matériel adéquat (par exemple : véhicules d'enlèvement de petite taille). En outre, il devra pouvoir assurer l'enlèvement des poids-lourds, semi-remorques, caravanes de toute catégorie.

Dans le cas où le concessionnaire ne disposerait pas lui-même du matériel nécessaire à l'enlèvement des véhicules, notamment ceux supérieurs à 7,5 T, il devra faire appel à un sous-traitant agréé sous sa responsabilité pleine et entière.

Le concessionnaire et la Ville de Grasse pourront établir conjointement, un calendrier d'enlèvement des véhicules ne présentant pas un caractère d'urgence. Le caractère d'urgence est défini par la Police Municipale ; le concessionnaire ne pourra élever une quelconque contestation.

Le concessionnaire et la Ville de Grasse pourront établir conjointement, une date d'enlèvement des véhicules pour des motifs de sécurité publique définis par la Police Municipale.

Le concessionnaire disposera à tout moment et à ses frais, d'un moyen de communication dans chaque véhicule d'enlèvement.

5.5 : ENTRETIEN

Le concessionnaire assure l'entretien du matériel et équipements nécessaires à son bon fonctionnement.

5.6 : MODALITES D'INTERVENTION

5.6.1 – Enlèvement des véhicules en infraction au code de la route

Appel d'enlèvement

Sur simple appel téléphonique ou verbal de la Police Municipale confirmé par fax et/ou mail, le concessionnaire devra immédiatement envoyer sur les lieux indiqués, un véhicule d'enlèvement adapté aux besoins.

Pour toute demande d'intervention par la Police Nationale, un numéro d'ordre est délivré par le Bureau Auto de la Police Municipale.

En cas de manifestations prévues à l'avance, les instructions seront données au concessionnaire sous forme de note de service par l'autorité de police chargée du service d'ordre et ce, impérativement 48 heures avant le début de la manifestation, en indiquant si c'est possible, l'heure à laquelle interviendra le premier appel.

Délai d'intervention

Le délai d'intervention qui s'écoule entre l'appel ci-dessus mentionné et le début de l'opération d'enlèvement tel que défini par l'article 3.1.3 ci-après, ne devra pas excéder trente minutes.

Passé ce délai, une pénalité forfaitaire de trente et un euros (31 euros) pour chaque période de trente minutes et par véhicule de quelque nature qu'il soit, sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Toutefois, cette pénalité sera supprimée si le concessionnaire peut justifier qu'à cette heure, tous les véhicules étaient employés à l'enlèvement de véhicules à mettre en fourrière à la demande de la Ville de Grasse ou par suite d'empêchement majeur justifié.

En cas de manifestation, les véhicules devront être enlevés en totalité, au plus tard une heure avant le début de celle-ci. Les autorités de police chargées du service d'ordre devront prévoir les temps suffisants pour permettre au concessionnaire de finir en temps voulu et anticiper l'heure à laquelle interviendra le premier appel.

Délai d'enlèvement

Le délai d'enlèvement est compris entre le moment où l'opération d'enlèvement est réputée commencée et celui où le départ vers la fourrière s'effectue. Il devra être le plus réduit possible afin de ne pas entraver la circulation.

Classement des véhicules rentrant en fourrière

Au terme des trois jours suivant l'arrivée des véhicules, ils seront classés aux dires de l'expert, en deux catégories dans les conditions définies par l'article R325-30 I du Code de la Route :

1 : véhicule à remettre au service des domaines en vue de son aliénation, après un délai de 15 jours suivant la notification de mise en fourrière, véhicule considéré comme abandonné,

2 : véhicule à détruire, à l'expiration du délai d'abandon de 10 jours suivant la notification de mise en fourrière et après estimation du véhicule,

Les véhicules réclamés par leurs propriétaires, moins de trois jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été classés

Ils seront garés convenablement par le concessionnaire. Chaque entrée de véhicule sera immédiatement portée sur un registre. Ce registre, dont la facture et la tenue seront prescrites par l'administration sera paraphé par elle et pourra être contrôlé à tout moment.

Le délai de 15 jours prévu ci-dessus est réduit à 7 jours pour les véhicules ayant servi à commettre l'infraction prévue à l'article L.236-1 du Code de la route. A l'expiration de ce délai, ceux-ci seront livrés à la destruction (article L.325-7 6^{ème} alinéa du Code de la route).

Les véhicules ayant servi à commettre l'infraction prévue à l'article L.236-1 du Code de la route et pour lesquels les obligations relatives à l'immatriculation ou à l'identification n'ont pas été satisfaites au moment de leur mise en fourrière sont, en l'absence de réclamation du propriétaire dont le titre est connu ou de revendication de cette qualité au cours de la procédure, considérés comme abandonnés dès leur entrée en fourrière et livrés à la destruction, (article L.325-7 7^{ème} alinéa de Code de la route).

5.6.2 Garde de la fourrière

Le concessionnaire est responsable des véhicules mis en fourrière. Elle assurera, à ses frais, une garde permanente de la fourrière.

La responsabilité du concessionnaire cesse au moment où elle a reçu ~~décharge du propriétaire ou de son représentant~~ chargé de reprendre le véhicule après présentation de la mainlevée provisoire ou définitive et paiement des frais au concessionnaire.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation et qu'il est gardé en fourrière, la responsabilité du concessionnaire cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire, sur présentation d'un bon d'enlèvement domanial par le comptable des impôts.

5.6.3 Ouverture du véhicule mis en fourrière

Le concessionnaire ne peut en aucun cas procéder à l'ouverture des véhicules mis en fourrière et non-réputés abandonnés.

Si le concessionnaire considère qu'il existe une raison urgente et impérieuse de procéder à l'ouverture du véhicule, elle doit impérativement contacter au préalable la Police Municipale de Grasse.

Conformément aux dispositions de l'article L.325-2 du Code de la route, l'ouverture du véhicule non-réputé abandonné ne peut avoir lieu que sur prescription de l'officier de police judiciaire territorialement compétent ou des fonctionnaires de police en tenue habilités à constater par procès-verbaux les contraventions à la police de la circulation routière.

Véhicules réputés abandonnés

Le concessionnaire fournira à la Police Municipale de la Ville de Grasse, la liste des véhicules mis en fourrière et considérés comme abandonnés selon les dispositions des articles L.325-7 et A.325-14 du Code de la route, soit :

- Après quinze jours à compter de la mise en demeure de retirer le véhicule,
- Par exception au point précédent, après dix jours à compter de la mise en demeure de retirer le véhicule pour :
 1. Tout véhicule estimé d'une valeur marchande insuffisante compte tenu, à titre non exhaustif, de leurs caractéristiques techniques, de leur date de première mise en circulation,
 2. Tout véhicule à moteur ayant été déclaré dangereux et non réparables,
 3. Tout véhicule dont l'état comporte des dommages graves, à l'exception des véhicules dont seuls les pneumatiques, roues ou organes de commande ne sont ni réparables ni remplaçables,
 4. Tout véhicule à moteur de genre VP âgé de plus de 13 ans et de moins de 30 ans, à l'exception des véhicules de marque premium ou de carrosserie cabriolet ou dont les deux essieux sont des essieux moteurs (dits 4 x 4),
 5. Tout véhicule à moteur de genre MTL, CYCL ou CL de certaines marques particulières ou âgé de plus de 5 ans,
 6. Tout véhicule à moteur de genre MTT1 ou MTT2 de certaines marques particulières,
 7. Tout véhicule à moteur de genre TM ou QM âgé de plus de 10 ans,
 8. Tout véhicule à moteur de genre CTTE âgé de plus de 12 ans,
 9. Tout véhicule à moteur de genre TCP, TRR, CAM, SRAT, SREM, REM, SRTC, RETC ou VASP âgé de plus de 15 ans,
 10. Tout véhicule à moteur de genre SRSP et RESP âgé de plus de 15 ans,
 11. Tout véhicule à moteur, à l'exception des genres TRA, REA, SREA, MIAR, MAGA, n'entrant pas dans les points précédents et âgé de plus de 10 ans, ainsi que tout engin motorisé mentionné à l'article L.321-1-1 du Code de la route.

Si le propriétaire ne peut être identifié, le délai de mise en demeure court à compter du jour où cette impossibilité a été constatée.

Aliénation

Conformément aux dispositions de l'article L.325-8 du Code de la route, l'autorité dont relève la fourrière remet au service chargé du domaine les véhicules gardés en fourrière dont elle a constaté l'abandon à l'issue du délai prévu à l'article 3.1.7 en vue de leur mise en vente.

Les frais de mise en vente ou de destruction du véhicule sont à la charge du propriétaire.

Les véhicules réputés abandonnés visés au 1. de l'article 3.1.7, ainsi que les véhicules ayant servi à commettre l'une des infractions listées par l'article L.236-1 du Code de la route, les véhicules que le service chargé du domaine estime invendables, et ceux qui ont fait l'objet d'une tentative de vente infructueuse sont livrés à la destruction à l'expiration du délai de mise en demeure.

Remise des véhicules

La mainlevée se fera dans les locaux de la Police Municipale, 24h/24.

Restitution physique : le concessionnaire devra remettre le véhicule à son propriétaire, pendant ses heures d'ouverture de bureau, après présentation des pièces exigées par l'administration et paiement des frais.

A titre exceptionnel et après accord conjoint du fourrieriste et de la Police Municipale, une remise hors heures d'ouvertures pourra être acceptée (24h/24 7 jours/7)

Le concessionnaire devra remettre à l'entreprise désignée par la Collectivité ou celle de son choix chargée de la destruction, les véhicules classés comme devant être détruits.

Travaux d'écriture à la charge du concessionnaire

Le concessionnaire rédige et transmet aux autorités administratives compétentes, les documents suivants :

- les décisions des destructions des véhicules (pour les véhicules listés au 3^{ème} alinéa de l'article 3.1.8),
- les états statistiques périodiques fixés par l'administration,
- Des diverses transmissions et notifications dans le cadre de la réglementation en vigueur. Il procédera, par ailleurs, au classement et à la conservation des archives.

En outre, les agents de l'autorité publique contractante se rendent sur les lieux définis par l'article 2.1 du présent cahier des charges, toutes les fois qu'il sera jugé nécessaire de s'y rendre afin d'effectuer le contrôle du suivi des formalités administratives incombant au concessionnaire et à procéder à leur vérification.

Le gardien de fourrière enregistre, au fur et à mesure de leurs arrivées, les entrées des véhicules mis en fourrière, leurs sorties provisoires et définitives, les décisions de mainlevée de la mise en fourrière et le cas échéant, les décisions de remise au service des Domaines ou à une entreprise de démolition.

Le concessionnaire fournira de façon hebdomadaire, l'état des sorties de parc à la Police Municipale suivant un modèle de tableau qui lui sera fourni.

Le concessionnaire devra obligatoirement tenir pour son compte et à ses frais :

- le registre des véhicules remis aux Domaines,
- le registre des véhicules remis à l'entreprise de démolition,
- le registre de fonctionnement des matériels (copie carte grise et blanche)
- le registre où sont inscrits les enlèvements demandés par l'administration,
- le tableau de bord conforme aux textes en vigueur,
- l'archivage de tous ces registres.

5.7 : VEHICULES EN STATIONNEMENT PROLONGE DE PLUS DE SEPT JOURS

5.7.1 : OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Conformément aux articles L325-1 à L325-13 et R325-1 à R325-52 du Code de la Route, le concessionnaire s'engage, sur le territoire de la commune de Grasse à :

- enlever, à la demande de la Police Municipale, les véhicules que celle-ci aura désignés, quel que soit le lieu où ils se trouvent, voie publique (chaussée et dépendances) et même lieu privé, dès lors que celui-ci est accessible sans difficulté majeure et quel que soit leur état. Le service auto, Police Municipale de la Ville de Grasse conviendra en lien avec le concessionnaire contractant de la date d'intervention pour procéder aux enlèvements de véhicules.
- effectuer cet enlèvement dans un délai maximum de sept jours à compter de la date de demande d'enlèvement qu'elle aura reçue, sauf accord particulier confirmé par courriel ou fax et sans que la police municipale ne soit obligée de réitérer sa demande. Passé ce délai, une astreinte de vingt euros (20 euros) par jour de retard révolu et par véhicule de quelque nature qu'il soit, sera appliquée sans mise en demeure préalable,

ARTICLE 6 : PERSONNEL

Le concessionnaire a son personnel propre qualifié et en nombre suffisant afin d'assurer les opérations d'enlèvement et de gardiennage et les tâches administratives. Il se compose du personnel de direction et d'exécution nécessaire à la bonne exécution du service public (directeur ou responsables, chauffeurs, comptables, secrétaires, agents administratifs, mécaniciens, gardiens).

Le concessionnaire devra se conformer à la législation du travail telle qu'elle résulte des lois et règlements en vigueur pendant la durée du contrat.

Le concessionnaire demeure responsable des fraudes et erreurs ou fausses manœuvres qui seraient commises par ses agents ou ouvriers.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

La responsabilité de l'administration ne pourra, en aucun cas, être recherchée à l'occasion d'accidents ou dommages, quels qu'ils soient, résultant de l'opération d'enlèvement.

Le concessionnaire sera seul responsable de tous les dommages matériels et des accidents corporels qui pourraient résulter de son activité pour son personnel et pour les tiers.

Le concessionnaire devra justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité civile d'exploitation.

Le concessionnaire est responsable des véhicules mis en fourrière. Elle assurera, à ses frais, une garde permanente de la fourrière.

La responsabilité du concessionnaire cesse au moment où elle a reçu décharge du propriétaire ou de son représentant, chargé de reprendre le véhicule après présentation de la mainlevée provisoire ou définitive et paiement des frais au concessionnaire.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation et où le véhicule est gardé en fourrière, la responsabilité du concessionnaire cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire sur présentation du bon d'enlèvement domanial établi par le comptable des impôts.

Le concessionnaire devra justifier d'une assurance couvrant toutes ses responsabilités.

Toutes les polices d'assurance devront être communiquées à la collectivité, le concessionnaire devra également produire les quittances de primes.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de déchéance du concessionnaire, la Ville de Grasse se prononcera de plein droit et après mise en demeure restée sans effet, la déchéance du concessionnaire en cas de non-respect par celui-ci de ses obligations.

Le présent contrat de concession serait résilié de plein droit pour faute du titulaire et sans indemnité, si celui-ci n'était plus titulaire de l'agrément préfectoral lui permettant d'exercer en qualité de fourrière de véhicules.

Tout manquement répété aux obligations du présent cahier des charges par le concessionnaire pourra entraîner la résiliation du contrat par la Ville de Grasse et sans indemnité.

En cas de résiliation aux torts de la Ville de Grasse : le concessionnaire pourra saisir le tribunal administratif de Nice en vue d'obtenir la résiliation du contrat en cas de manquement grave de la Ville de Grasse à ses obligations.

Le présent contrat de concession de service public sera résilié de plein droit et sans indemnité en cas de :

- disparition de son objet,
- liquidation de biens de l'exploitant,
- règlement judiciaire si l'exploitant n'est pas autorisé à continuer l'exploitation de son entreprise,
- faillite, sauf si le représentant légal de la collectivité statuant en son assemblée délibérante accepte, dans l'éventualité où le syndic aurait été autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de l'industrie, les offres, qui peuvent être faites par ledit syndic pour la continuation du concessionnaire.

En tout état de cause, les mesures conservatoires ou de sécurité dont l'urgence apparaît en attendant une décision définitive du tribunal, seront prises d'office par le représentant légal de la Ville de Grasse et mises à la charge du concessionnaire.

Les parties peuvent à tout moment, d'un commun accord, décider de mettre fin à Le présent contrat de concession de service public ou à la réviser.

En dehors des cas prévus ci-dessus, la résiliation du contrat peut être prononcée par le juge, s'il est établi que l'exploitant n'est pas en mesure de reprendre l'exploitation dans les conditions prévues au contrat ou s'il refuse de le faire.

Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat de concession de service public pouvant naître entre les parties, est de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux, le

Pour la société A.A.06

Le Maire,

Jérôme VIAUD

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse